



Ministère du Travail
Ministère de la Cohésion des Territoires

DELEGATION GENERALE A L'EMPLOI
ET A LA FORMATION PROFESSIONNELLE

SOUS-DIRECTION DES PARCOURS D'ACCES A L'EMPLOI
14 AVENUE DUQUESNE
75350 PARIS 07 SP

Mission pour l'Accès des Jeunes à l'Emploi
Affaire suivie par : Simon Chapiro
Mél : simon.chapiro@emploi.gouv.fr
Téléphone : 01 44 38 31 56

DIRECTION DE LA VILLE ET
DE LA COHESION URBAINE

SOUS-DIRECTION DU RENOUVELLEMENT URBAIN, DU
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE L'EMPLOI
5 RUE PLEYEL
93 283 SAINT-DENIS CEDEX

Bureau du développement économique et de l'emploi
Dossier suivi par : Isabelle Tortay
Mél. : isabelle.tortay@cget.gouv.fr
Téléphone : 01 85 58 60 77

La déléguée générale à l'emploi et à la
formation professionnelle
et
Le commissaire général délégué à l'égalité des
territoires

à

Mesdames et Messieurs les préfets de région,

Mesdames et Messieurs les directeurs
régionaux des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail et de l'emploi
(DIRECCTE)

Mesdames et Messieurs les directeurs des
entreprises, de la concurrence, de la
consommation, du travail et de l'emploi
(DIECCTE) des départements et région d'outre-
mer

Mesdames et Messieurs les directeurs
régionaux de la jeunesse, des sports et de la
cohésion sociale (DRJSCS)

**INSTRUCTION INTERMINISTERIELLE N° DGEFP/MAJE/CGET/2017/178 du 30 mai 2017
relative à la détermination de cibles sur les indicateurs de la CPO E2C dans le cadre des
dialogues de gestion**

NOR : MTRD1715859J

Classement thématique : emploi / chômage

Résumé : La présente instruction vise d'une part à donner le cadre de détermination et de déclinaison des cibles nationales fixées sur les indicateurs de la CPO pour 2017 et d'autre part à amorcer les travaux permettant la rénovation de certains indicateurs afin de les rendre opérationnels pour les exercices 2018 et suivants.

Textes de référence :

INSTRUCTION N° DGEFP/MIJ/CGET/2016/35 du 10 février 2016 relative à la convention pluriannuelle d'objectifs (CPO) entre l'Etat représenté par les DIRECCTE et les DRJSCS et les Ecoles de la deuxième chance.

Convention d'objectifs 2016-2020 entre le ministère de la ville, le ministère de l'emploi et le service public de l'emploi du 5 décembre 2016

Annexes :

Annexe 1 : présentation des cibles nationales et des méthodes de déclinaison – Révision des indicateurs

Annexe 2 : tableau récapitulatif des cibles nationales

Annexe 3 : données de situation emploi des jeunes résidents des quartiers prioritaires de la politique de la ville par département

La présente instruction s'inscrit dans la continuité de l'instruction N° DGEFP/MIJ/CGET/2016/35 du 10 février 2016 relative à la convention pluriannuelle d'objectifs (CPO) entre l'Etat représenté par les DIRECCTE et les DRJSCS et les Ecoles de la deuxième chance. Elle vise d'une part à donner le cadre de détermination et de déclinaison des cibles nationales pour 2017 et d'autre part à amorcer les travaux permettant la rénovation de certains indicateurs afin de les rendre opérationnels pour les exercices 2018 et suivants.

En 2016, les résultats des Ecoles de la 2^{ème} chance sont globalement positifs. Néanmoins des marges de progression existent tant sur le ciblage des publics, notamment résidents des quartiers prioritaires de la politique de la ville, que sur les sorties. Ainsi, afin de poursuivre cette dynamique de progrès, des cibles sur certains indicateurs du tableau de bord ont été fixées nationalement par le ministère du travail et le ministère de la cohésion des territoires en concertation avec le Réseau E2C France.

Ces cibles nationales serviront de valeur de référence pour négocier leur déclinaison régionale par les services déconcentrés (DIRECCTE/DRJSCS) à l'occasion des dialogues de gestion avec chaque E2C en prenant en compte les éléments du contexte local. Si le dialogue de gestion est antérieur à la réception de cette instruction, il vous est demandé, à titre exceptionnel pour 2017, de négocier des cibles sur la base des préconisations nationales à l'occasion d'un dialogue de gestion intermédiaire. Il est recommandé d'apprécier les résultats de manière globale et de ne pas les analyser séparément les uns des autres.

Les E2C interviennent dans un champ où la multiplicité des acteurs et des dispositifs rendent indispensables une étroite collaboration afin de proposer aux jeunes une offre cohérente et en adéquation avec leurs besoins. Ainsi l'analyse de la performance de l'activité et des résultats des Ecoles de la deuxième chance est à envisager dans le cadre d'une coopération étroite, l'activité et les résultats des E2C étant, en partie, dépendante de l'activité de ses partenaires - et inversement.

En ce sens et en écho à la précédente instruction, l'Etat incite les Ecoles à développer sur leurs territoires des partenariats avec le service public de l'emploi (Missions locales, Pôle emploi et Cap emploi), l'éducation nationale (plates-formes de suivi et d'appui des jeunes décrocheurs), le service public de l'orientation, le monde économique (entreprises, chambres consulaires) mais également avec tous les autres acteurs de l'insertion et de la formation dont l'EPIDE. Les acteurs sociaux et associatifs notamment ceux présents au sein des quartiers de la politique de la ville doivent être également mobilisés dans cette démarche afin d'aller à la rencontre des jeunes qui ne viennent pas spontanément chercher une solution. C'est dans le cadre du développement de cette « stratégie locale de coopération » que doivent être appréciés les résultats des Ecoles de la deuxième chance.

La déléguée générale à l'emploi et à la
formation professionnelle,

signé

C. CHEVRIER

Le commissaire général délégué
à l'égalité des territoires,

signé

S. JALLET

Annexe 1 - Cibles nationales et méthodes de déclinaison – Révision des indicateurs

1- Cibles nationales et prescriptions de déclinaison.

Après un an d'application, la nouvelle CPO a déjà, en partie porté ses fruits avec des résultats en progression. Le taux de sortie positive en 2016 atteint 55% dès la sortie de l'école et s'élève à 62% à la fin de l'accompagnement post-formation mis en place par les Ecoles. L'atteinte du public cible est également en progression avec 84% de jeunes accueillis au niveau infra V. De plus les Ecoles de la deuxième chance ont jusqu'à présent veillé à une stricte parité femme-homme dans l'accueil des jeunes. Cette caractéristique exemplaire doit toujours être maintenue et encouragée.

L'enrichissement et l'évolution des indicateurs de pilotage visent progressivement à l'alignement des tableaux de bord de l'ensemble des opérateurs tout en prenant en compte les spécificités de chacun afin de mesurer l'impact des politiques publiques.

A/ Ciblage des publics

Les cibles développées ci-dessous sont calculées sur la base d'un objectif national de 15 600 jeunes accueillis en 2017 dans l'ensemble des écoles. Cet objectif a été fixé par le Réseau sur la base des ouvertures d'école et de site en 2016 dont la dynamique devrait se poursuivre en 2017.

➤ Taux de jeunes issus des quartiers politique de la ville (QPV)

En 2015, la situation vis-à-vis de l'emploi reste très dégradée en quartiers prioritaires et les écarts demeurent importants en matière d'emploi entre ces territoires et le reste des unités urbaines qui les abritent, en particulier chez les jeunes. Ainsi en 2015, le taux de chômage chez les moins de 30 ans est de 35,9 % contre 17,4% dans les autres unités urbaines.

Le Comité Interministériel Egalité et Citoyenneté du 6 mars 2015, dans le but de s'assurer de l'accès effectif des résidents des QPV aux mesures de la politique de l'emploi, a fixé aux Ecoles de la deuxième chance l'objectif d'accueillir 40% de stagiaires issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville. En 2016, cette part était de 32% selon les résultats produits par le réseau national des E2C (géoréférencement des bases d'adresses des écoles en cours par le CGET).

Cet indicateur est à prendre en compte dans le cadre du développement d'une stratégie locale de coopération visant l'amélioration, du repérage, de l'orientation et la prise en charge des jeunes (concrétisation de la notion de parcours). Les E2C étant en partie dépendantes de leurs prescripteurs (67% des stagiaires sont orientés par les Missions locales), il est donc attendu que les acteurs locaux se retrouvent autour d'un projet de territoire commun visant la prise en charge et l'accompagnement des différents publics.

Parallèlement les E2C sont incitées à développer leurs propres actions aller vers les publics dans les quartiers (action de communication, initiative des stagiaires en zones QPV...) et ainsi augmenter la part des jeunes QPV parmi les candidatures spontanées (actuellement 22% de l'ensemble des stagiaires), notamment en s'appuyant sur les acteurs associatifs, œuvrant au sein des quartiers.

Il est proposé aux DIRECCTE/DRJSCS de fixer les cibles QPV par école en tenant compte de l'objectif national de 40% fixé par le CIEC et des 3 critères suivants : la part QPV dans la DEFM jeunes dans le département et son écart avec la moyenne nationale (les données seront fournies par le CGET et la DGEFP), la part QPV parmi les Jeunes en Demande d'Insertion (JDI) suivis par les Missions locales dans le département, et son écart avec la moyenne nationale (les données seront fournies par le CGET et la DGEFP), le résultat actuel de l'E2C et le contexte de son activité (situation géographique, relations partenaires, spécificités du territoire).

➤ Taux de jeunes de bas niveau de qualifications

Les E2C proposent un parcours d'accompagnement aux jeunes dépourvus de qualifications ou de diplômes conformément à l'article L 214-14 du code de l'éducation. Si ce cœur de cible du dispositif est aujourd'hui atteint par les écoles de la deuxième chance, l'objectif est d'aujourd'hui de poursuivre les efforts en direction des publics les moins qualifiés.

Ainsi, il est attendu que le cumul des jeunes de niveau VI, V bis et V non validé ne soit pas en deçà de 85% du total des jeunes entrants sur l'année. En parallèle, afin de se concentrer sur les plus bas niveaux, vous porterez une attention à ce que le cumul des jeunes de niveau VI et V bis corresponde au moins à 60% du total à l'horizon 2019.

Il est proposé aux DIRECCTE/DRJSCS de décliner ces cibles par école en tenant compte de 3 critères : les objectifs nationaux mentionnés ci-dessus, la part de bas niveau de qualification dans la DEFM jeunes et parmi les Jeunes Actifs Non Occupés (JANO – classification INSEE) dans la région (ou à l'appréciation des services sur le territoire d'une Mission locale) et son écart avec la moyenne nationale (données extraites des CPO Missions locales), le résultat actuel de l'E2C et le contexte de son activité (situation géographique, relations partenaires, spécificités du territoire).

B/ Typologie de sortie

➤ Taux de sortie positive

Les E2C s'emploient à permettre à leurs stagiaires d'acquérir le plus grand nombre d'atouts pour s'insérer dans le monde du travail notamment l'autonomie et l'ensemble des compétences pour s'intégrer socialement et professionnellement.

Dans le cadre du suivi des indicateurs de la CPO, l'amélioration constante des résultats des écoles est une priorité pour les ministères co-financeurs, sans pour autant il ne nuise au ciblage des publics et à la priorité donnée aux jeunes peu ou pas qualifiés. Afin de prendre en compte le travail des écoles dans le cadre de l'accompagnement post-parcours, il est proposé de fixer des objectifs de sorties positives au moment de la sortie mais également à la fin du parcours d'accompagnement post-formation soit 12 mois après la sortie.

Ainsi, il est fixé deux cibles progressives sur trois ans (cf annexe 2) visant à atteindre un taux de sortie positive de 58% en 2018 à la sortie de l'école et de 65% après accompagnement post parcours.

➤ Taux de sortie positive en alternance

L'alternance étant au cœur du concept même des écoles de la deuxième chance et alors que cette modalité fait l'objet de priorités politiques, les E2C ont vocation à s'engager dans ce mouvement. Ainsi, un objectif de progression des sorties positives en contrat d'alternance est proposé sur 3 ans, soit en 2017 : 13%, en 2018 : 15% et en 2019 : 17%

Dans le cadre du développement d'une stratégie locale de coopération sur la prise en charge et l'accompagnement des jeunes, cette priorité peut faire l'objet d'une réflexion plus poussée et s'intégrer dans un plan local de relance de l'alternance plus général dans lequel les E2C seraient un acteur important.

2- Révision des indicateurs de performance pour 2018

Dans la perspective de poursuivre les travaux visant à mieux outiller les services déconcentrés dans le pilotage des E2C en cohérence avec le pilotage des autres opérateurs intervenants sur le champ de l'insertion des jeunes, certains indicateurs seront rénovés/précisés en 2017 afin d'être applicables en 2018.

➤ Taux de départ avant engagement de formation

Un objectif de taux de départ avant engagement de formation sera prochainement fixé nationalement puis décliné localement dans le cadre de la **stratégie locale de coopération**.

Cet objectif visera à ancrer les E2C dans la recherche de l'amélioration de leur collaboration avec les autres acteurs du SPE et ceux du Service public régional de l'orientation (SPRO) et notamment ses prescripteurs (Missions locales, agence Pôle emploi, autres acteurs de la PSAD ...), à sécuriser l'entrée des jeunes dans les écoles et à réduire les ruptures de parcours. La collaboration avec les acteurs sociaux et les associations de proximité sera également recherchée dans le but de lever les multiples freins périphériques que peuvent rencontrer ces jeunes et qui entravent leur projet professionnel et l'accès à l'emploi.

La réduction de ce taux de départ avant engagement de formation est ainsi gage d'une coopération efficace entre les acteurs locaux (meilleure interconnaissance des offres de service respectives notamment des pré-requis avant engagement de formation). Elle reflète également la qualité de service rendu et d'optimisation des moyens alloués aux E2C.

➤ **Taux de fin de contrat sans solution**

Le taux de fin de contrat sans solution mesure le nombre de jeunes ayant fini leurs parcours en E2C sans qu'aucune solution satisfaisante n'ait été proposée. Dans le cadre de la logique de « parcours du jeune » dans lequel les E2C s'inscrivent pleinement, ce taux doit être minimal afin qu'au terme de leur parcours « E2C », si aucune solution d'accès à l'emploi ou de formation n'a pu être envisagée, ces jeunes bénéficient d'une réorientation vers un autre acteur du SPE pour bénéficier d'un accompagnement renforcé voire d'un autre dispositif.

Le taux de fin de contrat sans solution (TFCSS) se calcule actuellement de la manière suivante : $(A - (B+C+D))$

- 100% des sorties (hors départ avant engagement et sortie non maîtrisable) : A
- Taux de sortie positive : B
- Taux d'abandon/exclusion : C
- Taux de sortie dynamique : D (la « réorientation Mission locale » représente 9% de l'ensemble des sorties et plus de 60% des sorties dynamiques).

Il ne sera pas proposé de cible nationale pour cet indicateur. Des travaux ont été engagés afin de préciser cette notion et son mode de calcul. Une attention particulière doit cependant être apportée par les services de l'Etat concernant les différents taux de sorties mentionnés ci-dessus. Il s'agit d'encourager les dynamiques de progrès pour maintenir voire améliorer les sorties positives et réduire les abandons et les exclusions.

➤ **Taux d'occupation**

Le calcul de la capacité d'accueil d'une école est l'élément déterminant du calcul du taux d'occupation qui permet d'observer l'adéquation entre le potentiel d'une école et son activité réelle. Or ce calcul s'avère complexe pour de nombreuses écoles et présente l'inconvénient de ne tenir compte seulement du nombre d'ETP et non de la capacité des locaux ou d'autres facteurs particuliers.

Dans le but de proposer une vision conforme à l'activité réelle des écoles, il est proposé la méthode de calcul suivante :

- A l'occasion des dialogues de gestion 2017, il est demandé aux DIRECCTE/DRJSCS d'établir avec chaque E2C la capacité d'accueil de l'école en tenant compte du nombre maximum de jeunes pouvant être accueillis simultanément, le nombre d'ETP pédagogiques, la configuration et la surface des locaux ...
- Cette donnée servira de **base fixe** pour le calcul du taux d'occupation qui se fera de la manière suivante = $Y/(X*Z))*100$
 - Soit X la capacité d'accueil déclarée
 - Soit Y le nombre de stagiaires accueillis sur l'année
 - Soit Z le nombre d'occupants pour une place (ind.2.1.1)

Au-delà du calcul du taux en lui-même, c'est avant tout sa variation qu'il conviendra d'observer pour les exercices suivants. Il est donc demandé aux DIRECCTE/DRJSCS durant l'exercice 2017 de déterminer la capacité d'accueil de chaque E2C et de calculer le taux d'occupation pour 2017. Ces données devront être transmises à la DGEFP et au CGET afin de déterminer une cible pour l'exercice 2018.

Annexe 2 : Cibles nationales

Indicateurs	Définition / Objectif de l'indicateur	Mode de calcul	Moyenne Nationale 2015	Moyenne Nationale 2016	Cibles nationale		
					2017	2018	2019
Taux de QPV	Cet indicateur vise à déterminer le nombre de stagiaires issus des Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville.	Soit X le nombre de stagiaires entrants durant la période (ind 1.1.2) Soit Y le nombre de stagiaires issus des QPV entrants durant la période analysée (extraction) Taux = Y/X NB : l'adresse considérée est celle de l'inscription. Les stagiaires de plus de 26 ans sont pris en compte	36%	32%*	40%	40%	40%
Taux de jeunes de niveau VI et V bis	Connaître les caractéristiques des bénéficiaires du dispositif E2C et veiller à l'objectif d'accueil des stagiaires les plus en difficultés et les moins qualifiés.	Extraction du nombre de stagiaires entrants dans l'année pour chacun des niveaux suivants : - Niveau VI (A) - Niveau V bis (B) Le % s'établit en fonction du nombre total de stagiaires entrants pendant la période analysée (Z) : $(A/Z)*100$; $(B/Z)*100$; Taux de jeunes de niveau VI et V bis : $(A/Z)*100 + (B/Z)*100$	57%	55%	–	–	60%
Taux de sortie positive	Mesure la performance à l'insertion des jeunes.	Taux de sortie positive à la sortie de l'E2C Taux de sorties positives au regard du nombre de stagiaires sortis pendant la période (2.3) Soit A, le nombre de stagiaires avec une sortie positive Soit B, le nombre de stagiaires sortis toutes sorties confondues (hors sorties avant engagement et non maîtrise indicateur 2.3) Le taux de sorties positives est égal à $(A/B)*100$	59%	55%	56%	57%	58%
		Taux de sortie positive post parcours Taux de sorties positives au regard du nombre de stagiaires Soit A, le nombre de stagiaires avec une sortie positive à la fin du suivi post-parcours Soit B, le nombre de stagiaires sortis toutes sorties confondues (hors sorties avant engagement et non maîtrise indicateur 2.3) Le taux de sorties positives post parcours est égal à $(A/B)*100$	Non disponible	62%	63%	64%	65%
Taux de sortie positive en alternance	Mesurer la performance à l'insertion des jeunes dans l'emploi (contrat de travail avec alternance)	Sur la base du nombre de stagiaires ayant obtenu une sortie positive (ind 2.11), nombre et % de stagiaires sortis en l'emploi avec un contrat en alternance Soit X le nombre de stagiaires sortis en emploi avec un contrat en alternance (obtenu par requête) Soit Y le nombre total de stagiaires ayant obtenu une sortie positive Le % de sorties vers l'emploi (contrat de travail en alternance) est égal à $(X/Y)*100$	12%	11%	13%	15%	17%

Territoire	Données de situation			Données de situation "Emploi" jeunes			Missions locales
	Nombre de QPV	Population QPV	Part des 15-24 ans dans le QPV	Métropole			
				Nombre de Demandeurs d'emploi de catégorie A/B de 15 à 24 ans	Nombre de Demandeurs d'emploi de catégorie A/B de moins de 26 ans	Part des jeunes demandeurs d'emploi QPV parmi l'ensemble des jeunes de 15-24 ans de catégorie A/B	
Date	2015	2013	2010	2016	2016	2016	2016
Sources	Populations légales	Estimation Insee-CEGET	Estimation INSEE-Pôle emploi	DOFEP - Imilo (Totalement Dares)			
France métropolitaine	1 296	4 856 046	15,8%	772 800	131 510	17,0%	16,7%
Auvergne-Rhône-Alpes	140	411 430	14,8%	68 600	10 796	12,2%	14,0%
Ain	9	20 353	13,4%	6 600	592	9,0%	7,8%
Allier	6	14 380	16,4%	4 200	439	10,5%	14,1%
Ardèche	5	7 149	14,8%	4 300	204	6,1%	5,7%
Cantal	1	1 218	13,1%	1 200	39	3,3%	2,4%
Dôme	12	31 812	14,3%	7 100	865	12,2%	11,8%
Haute-Loire	2	2 493	12,6%	2 600	97	2,2%	2,0%
Haute-Savoie	6	11 499	13,6%	6 800	227	3,3%	5,9%
Isère	26	66 658	15,6%	14 300	1 625	12,8%	13,8%
Loire	19	49 838	15,7%	10 100	1 368	13,5%	13,0%
Puy-de-Dôme	7	21 516	14,3%	7 600	590	7,8%	9,7%
Rhône	43	172 233	14,6%	19 600	4 254	21,6%	27,5%
Savoie	4	12 181	14,9%	4 200	296	7,0%	8,7%
Bourgogne-Franche-Comté	58	149 903	14,6%	32 800	4 125	12,7%	13,8%
Côte-d'Or	6	22 119	13,8%	6 100	590	9,7%	12,1%
Doubs	13	43 313	15,1%	5 800	1 192	20,6%	22,8%
Haute-Saône	5	7 620	15,0%	2 900	237	8,2%	8,1%
Jura	4	8 573	14,2%	2 800	231	8,3%	11,7%
Nievre	5	9 633	14,1%	2 200	215	9,8%	11,2%
Saône-et-Loire	13	25 218	14,2%	6 800	790	11,6%	13,3%
Territoire de Belfort	5	17 140	16,1%	1 700	424	24,9%	26,6%
Yonne	7	16 187	13,5%	4 200	446	10,6%	11,4%
Bretagne	32	99 046	15,2%	39 900	2 942	7,1%	9,0%
Côtes d'Armor	7	11 074	15,4%	7 100	367	4,0%	5,6%
Finistère	9	22 873	15,2%	11 000	740	6,7%	9,1%
Ille-et-Vilaine	7	37 758	16,8%	12 800	1 235	9,6%	11,4%
Morbihan	9	17 635	12,7%	9 000	510	5,7%	8,3%
Centre-Val de Loire	82	157 966	15,1%	33 300	5 236	15,7%	18,1%
Cher	4	18 127	14,5%	3 800	592	15,6%	16,2%
Eure-et-Loir	10	27 100	15,7%	5 400	868	16,1%	20,1%
Indre	4	9 862	13,3%	2 800	367	12,7%	17,7%
Indre-et-Loire	12	38 062	13,9%	8 000	1 257	15,7%	18,6%
Loir-et-Cher	3	15 253	15,4%	4 100	485	11,8%	14,9%
Loiret	19	48 932	16,0%	9 100	1 667	18,3%	19,4%
Corse	6	14 277	14,2%	3 500	91	1,8%	5,7%
Corse-du-Sud	3	3 845	18,8%	1 700	19	1,1%	1,9%
Haute-Corse	2	10 432	12,9%	1 800	32	1,8%	10,0%
Grand-Est	116	397 680	15,6%	87 000	11 153	16,6%	16,7%
Ardennes	8	22 447	16,4%	3 800	639	16,8%	16,9%
Aube	10	25 221	16,8%	4 400	910	20,7%	21,2%
Bas-Rhin	21	63 250	15,1%	12 700	2 278	17,9%	15,6%
Haute-Marne	4	11 705	15,2%	2 100	319	15,2%	14,9%
Haut-Rhin	10	69 523	15,2%	8 800	1 872	21,3%	23,4%
Marne	12	48 386	16,3%	7 100	1 387	19,5%	18,2%
Meurthe-et-Moselle	16	50 120	16,2%	8 500	1 181	13,9%	14,8%
Meuse	3	6 134	15,0%	2 300	169	7,3%	8,8%
Moselle	24	67 798	15,2%	12 300	1 971	16,0%	18,1%
Vosges	6	13 066	15,1%	5 000	427	8,5%	9,0%
Haute-de-France	199	667 970	16,2%	93 000	23 587	24,3%	21,2%
Aisne	17	38 182	15,1%	9 400	1 591	16,9%	14,2%
Nord	91	365 902	16,7%	41 500	12 631	30,4%	23,6%
Oise	18	67 335	15,3%	11 700	2 037	17,4%	18,9%
Pas-de-Calais	64	158 559	15,6%	25 100	5 830	23,2%	21,6%
Somme	9	37 992	17,1%	9 300	1 488	16,1%	17,8%
Île-de-France	272	1 646 031	15,4%	97 700	29 338	30,0%	20,9%
Paris	20	146 317	14,4%	12 600	2 245	17,8%	16,2%
Seine-et-Marne	24	91 062	15,6%	14 100	1 994	14,1%	13,9%
Yvelines	22	106 985	16,8%	10 500	2 454	23,3%	26,2%
Essonne	39	148 798	15,7%	11 100	2 776	25,0%	19,6%
Haute-Seine	21	103 138	14,7%	9 100	1 869	20,5%	15,3%
Seine-Saint-Denis	63	602 054	15,0%	17 000	11 248	66,2%	36,5%
Val-de-Marne	42	139 906	15,9%	11 000	2 433	22,1%	18,1%
Val d'Oise	41	207 771	16,1%	12 500	4 316	34,5%	13,0%
Normandie	82	194 425	15,8%	48 900	7 119	14,6%	14,8%
Calvados	9	30 681	16,4%	9 400	1 034	11,0%	12,0%
Eure	11	32 472	16,3%	8 800	1 130	12,8%	15,0%
Manche	7	15 686	14,3%	6 300	589	9,3%	9,9%
Orne	7	14 030	13,7%	3 800	964	14,8%	13,7%
Seine-Maritime	28	100 644	15,9%	20 600	3 892	18,5%	17,8%
Nouvelle-Aquitaine	81	299 287	16,4%	72 600	6 241	8,6%	9,3%
Charente	6	14 480	15,1%	4 500	550	12,2%	15,1%
Charente-Maritime	7	20 133	14,7%	8 400	625	7,4%	8,3%
Corrèze	3	5 770	14,5%	2 600	179	6,9%	4,9%
Creuse	1	1 892	14,0%	1 200	61	5,1%	6,9%
Deux-Sèvres	5	7 887	15,4%	4 600	321	7,0%	8,0%
Dordogne	5	8 229	14,2%	4 800	288	5,4%	5,0%
Gironde	23	71 287	19,2%	20 800	1 896	9,1%	10,4%
Haute-Vienne	9	25 614	14,0%	4 300	736	17,1%	19,4%
Landes	5	7 531	14,7%	4 900	253	5,2%	5,9%
Lot-et-Garonne	7	11 724	14,1%	4 000	366	8,9%	8,7%
Pyrénées-Atlantiques	4	11 611	17,4%	7 200	268	3,7%	4,8%
Vienne	6	23 229	16,4%	5 300	738	13,9%	13,5%
Occitanie	106	358 011	15,9%	77 100	12 376	16,0%	16,8%
Ariège	5	6 734	17,2%	1 800	319	17,7%	16,2%
Aude	10	25 258	16,3%	5 100	904	17,7%	17,6%
Alpes-Maritimes	2	3 631	14,8%	2 700	100	3,7%	5,6%
Gard	18	77 196	15,1%	10 800	2 586	24,6%	23,7%
Gers	1	1 939	10,9%	1 700	66	3,9%	5,9%
Haute-Garonne	19	68 637	16,7%	17 000	2 431	14,3%	18,5%
Hautes-Pyrénées	4	8 354	19,3%	2 800	301	10,8%	7,9%
Hérault	22	102 137	16,2%	17 200	3 958	20,9%	20,0%
Lot	1	1 036	15,7%	1 800	35	1,9%	2,0%
Lozère	0	0	0,0%	600	-	0,0%	0,1%
Pyrénées-Orientales	10	33 611	14,4%	7 300	830	11,4%	13,0%
Tarn	11	18 483	14,8%	4 900	722	14,7%	12,8%
Tarn-et-Garonne	4	11 625	15,3%	3 700	478	12,9%	12,5%
Pays de la Loire	46	149 835	14,9%	81 700	6 616	19,9%	12,3%
Loire-Atlantique	19	64 063	14,9%	18 100	1 953	10,8%	15,3%
Maine-et-Loire	13	43 489	15,7%	12 400	1 798	14,5%	17,0%
Mayenne	3	8 684	12,9%	3 700	245	6,6%	8,1%
Sarthe	7	28 790	14,7%	8 700	1 316	15,1%	11,2%
Vendée	4	6 809	14,7%	8 800	303	3,4%	3,6%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	128	511 191	15,1%	83 000	13 037	29,7%	22,6%
Alpes de Haute-Provence	3	7 589	14,6%	2 200	247	11,2%	10,6%
Hautes-Alpes	1	1 441	14,5%	1 600	-	0,0%	1,4%
Alpes-Maritimes	16	62 428	14,9%	11 800	1 698	14,4%	16,3%
Bouches-du-Rhône	65	316 391	14,9%	26 800	7 478	29,0%	27,6%
Vaucluse	21	59 823	16,6%	13 200	1 614	12,2%	20,2%
Vaucluse	22	63 519	14,9%	8 400	2 000	23,8%	25,4%